

Avant-propos

L'horizon de l'après-Macron se dessine, l'on commence à soupeser les chances de ses successeurs potentiels. Et pourtant, la nature du chef politique dont nous avons besoin est à peine à l'ordre du jour.

D'ailleurs, qu'est-ce qu'un « bon » chef politique ? Il le faudrait, la prochaine fois, plus soucieux des corps intermédiaires et moins autoritaire – sans doute ! Plus à l'écoute et moins technocrate – d'accord ! Plus de gauche et moins de droite, ou bien l'inverse – à chacun de voir. L'élection présidentielle y pourvoira ? Rien n'est moins sûr.

Un chef élu tout à fait légalement peut-il encore entraîner le pays, du moins une nette majorité de celui-ci, et pas seulement le contraindre, en « gérant » à la godille, recroquevillé sur sa base électorale et replié derrière les institutions ? On en doute et c'est l'objet de ce livre.

La question souligne un manque, que la réforme des retraites en 2023 a révélé, au sens photographique du terme. Celui de l'autorité et de la légitimité, vitales en démocratie, mais que la légalité électorale ne semble plus conférer en France depuis une quinzaine d'années. L'autorité, c'est quand on écoute et respecte une parole

éminente même si on n'est pas convaincu dès l'abord ; la légitimité, quand on consent aux décisions, même si on est en désaccord. Et puis il y a toujours ce désir enfoui d'estime de soi collective, incarnée par un « leader ». Un désir refoulé depuis longtemps.

La construction du chef politique, comme celle d'un « présidentiable », passe pour être le domaine des communicants et des sondeurs. Ce serait une question d'« image personnelle » que l'on mesure et améliore à grand renfort de « proximité » et d'« écoute ». Au-delà, le problème est renvoyé aux constitutionnalistes et à la nature de notre régime politique. Mais comment évaluer le charisme, la légitimité ou l'autorité avec quelques questions sur des « traits d'image », ou en s'en tenant aux vieilles disputes de droit constitutionnel sur la nature du régime ? Les sciences sociales insistent beaucoup quant à elles sur les forces sous-jacentes dont les leaders en compétition sont l'expression. Sans toujours chercher à percer le mystère de cette incarnation plus indispensable que jamais dans notre démocratie hyper-personnalisée – y a-t-il jamais eu, d'ailleurs, de politique sans forte personnalisation ?

Seuls les historiens explorent encore l'enfance et la vieillesse des chefs, mais dans un monde par nature très éloigné du nôtre. Or ce changement d'âge démocratique redéfinit les termes de la question. Les militaires, eux, continuent de s'y intéresser : une longue expérience leur a enseigné le rôle essentiel de « celui qui commande ». Ils sont un peu seuls.

Mais « commander », voilà déjà un mot problématique. Désormais, il faut dire « gouvernance » et « leadership ».

AVANT-PROPOS

Le « globish » adoucit les mots, pas toujours la chose. Dans les rayons des librairies, le management a dépassé la politique – signe d'un transfert de pouvoir caractéristique de notre époque où l'entreprise serait un lieu de décision plus efficace, voire plus puissant, que les institutions politiques. Le vieux trône qui a suscité tant d'ambitions, depuis le chef de horde décrit par Freud, n'est plus le pouvoir suprême. Tant mieux, peut-être, à condition qu'il subsiste néanmoins, et pas ses seules apparences. Aux dernières nouvelles, le choix de son occupant est tout de même la conséquence la plus directe de nos bulletins de vote !

L'âge global et numérique soumet à de rudes épreuves tant l'autorité que la légitimité politique. En France, le déclassement de nos présidents n'est plus le signe d'une saine contestation du pouvoir, mais de métamorphoses très problématiques. Un Gulliver enchaîné par les règles et les mœurs de notre époque, après avoir été élu par une majorité de votants réduite à peau de chagrin, voilà un redoutable défi.

À nous de voir si nous voulons contrarier le déclin du chef politique, tant lié à celui de notre pays.

Introduction

PLAIDOYER POUR LE CHEF

« Ni Dieu, ni César, ni tribun », scandait *L'Internationale*. Voilà si longtemps que beaucoup en rêvent : se passer enfin de ces personnages abusifs, les chefs, individus encombrants et prétentieux qui voudraient nous subjuguier pour mieux asseoir leur domination... Nulle part pourtant, on l'aura remarqué, dans le temps comme dans l'espace (du moins terrestre), cette espérance – cette utopie ? – ne s'est tout à fait réalisée. Et surtout pas dans les pays qui ont chanté *L'Internationale*.

C'est un peu décevant : on voulait faire sortir le chef par la porte de la démocratie, le voilà qui revient par la fenêtre, parfois plus brutal. Même la dernière révolte anti-autoritaire et libertaire, en mai 1968, n'a pu empêcher de voir naître en son sein – grâce aux images – une figure charismatique, Dany le rouge (devenu vert), bien que Cohn-Bendit n'ait pas voulu assumer ce rôle. Et si la dernière révolte populaire, les Gilets jaunes, a vu quelques étoiles filantes se produire en vidéo-live, leur faible teneur en leadership n'est pas pour rien dans la dégénérescence progressive du mouvement.

Quelle fatalité que celle du chef, même relooké en « leader » ou « manager » ! Ne lui laisserait-on pas volontiers au bout du compte, à ce chef honni, sans trop se l'avouer, la responsabilité d'incarner et de décider, afin d'exercer (du moins en démocratie) le pouvoir compensateur de la critique et du jugement acerbe ? S'en plaindre à grands cris désormais numériques est aussi une jouissance réparatrice. Car qu'on divise le pouvoir, qu'on le limite ou le partage, une tête finit toujours par s'y imposer, qu'on accepte parfois avec un lâche soulagement, à défaut d'enthousiasme. Il en faut bien une.

Partout ? Enfin presque. Il y a une exception, un village gaulois de résistance au leadership, doté d'un chef réduit au minimum – moins qu'un inaugurateur de chrysanthème. Il est si près de nous qu'on y songe à peine : c'est la Suisse, ce pays qui prospère de se faire oublier. Un président helvète aurait-il laissé quelque trace ces vingt dernières années ? On sèche. Et pour cause : il n'y a pas de chef à plume digne de ce nom au pays des cantons. Notre voisin incolore et inodore vit sans personification durable du pouvoir : un « conseil fédéral » de sept ministres, représentant les différentes familles politiques du pays, assure les fonctions du pouvoir exécutif, élu par les deux assemblées. Conseil tout à fait collégial, avec seulement une présidence tournante, d'une très courte durée, un an ! En 2022, le titulaire était un certain Ignazio Cassis ; Alain Berset, guère plus connu, lui a succédé début 2023. Sans voix prépondérante au sein du conseil, désigné souvent à l'ancienneté, la mission d'un président suisse est la représentation du pays, en plus de sa fonction ministérielle. En marge

d'elle devrait-on dire, puisque la Suisse se représente si peu à l'extérieur. Cantons et communes y administrent la vie quotidienne et en cas de conflit interne – que l'on cherchera à éviter – la démocratie directe, par référendum d'initiative populaire, est là pour trancher. Consensus, collégialité, vote direct, avec un chef sans pouvoir ! La Suisse aurait-elle vaincu la malédiction du chef, cette « maladie honteuse de l'humanité », comme l'écrivait avec ironie le regretté Robert Damien, dans son *Éloge de l'autorité*¹ ?

On s'étonne que les institutions politiques suisses ne figurent pas au programme des vrais progressistes. Que la gauche française ne trouve pas là de quoi assouvir son rêve d'un pouvoir personnel enfin annihilé, dans un Hexagone pourtant en quête d'un modèle, depuis qu'il a perdu confiance dans le sien. Car enfin, la Révolution française elle-même n'y était pas parvenue ! Notre directoire collégial de 1795 aboutit dès 1799 au coup d'État de Bonaparte, lequel inaugure une longue série d'hommes providentiels, plus ou moins sauveurs de la patrie. De l'autre côté du Léman, pas de César en vue, alors que nous restons habités par le césarisme.

La Suisse, ce n'est pas assez bien pour nous sans doute. On méprise ce pays de longue date devenu royaume de l'argent qui dort et circule, toujours dans la discrétion – le nôtre, d'ailleurs, parfois ! On notera que l'argent a aussi permis à l'ancienne principauté de Venise, géniale république commerçante, de réussir un

1. Les références des livres cités sont situées en fin d'ouvrage.

exploit presque comparable, ses doges étant à la longue contraints par la collégialité. Seul le règne de l'argent, réputé de droite, permettrait ainsi un monde sans chef puissant – utopie réputée de gauche... On critiquera aussi la neutralité de la Suisse, comme dans le cas de la guerre en Ukraine. Question dérangeante : n'y aurait-il pas de vrai chef suisse, précisément parce qu'on n'y décide de pas grand-chose et qu'on ne veut surtout pas s'exposer, exister, s'opposer ?

L'exception suisse nous fait mieux apercevoir les forces motrices de la nécessité du chef, si impérieuse ailleurs. Plus un pays veut jouer un rôle sur la scène internationale, (songeons à ce que les présidents américains doivent au leadership mondial des États-Unis), plus il a besoin d'un chef l'incarnant et surtout décidant – pas la Suisse. Plus un pays est centralisé avec un État fort, plus il a besoin d'une responsabilité en dernier ressort et d'une unité de direction, donc d'un chef – toujours pas la Suisse. Plus un pays est *politique* en fait, vivant dans les troubles, les conflits internes et externes, plus la nécessité du chef s'impose. D'ailleurs, Machiavel, l'inventeur de la politique moderne, nous parle-t-il d'autre chose, avec ces luttes incessantes qui traversent la Cité entre le peuple et les « grands » (les élites de l'époque), l'agitation des voisins conquérants et celle des ambitieux de l'intérieur ? C'est bien cette instabilité chronique, cette menace permanente, ces conflits inexpiables qui obligent le Prince à une ascèse très particulière, sa *virtù*, faite de paraître, de ruse et de force, s'il veut maintenir son pouvoir.

La Suisse a en réalité cherché à réduire la politique à son minimum, à transformer le gouvernement des hommes

en administration des choses, en se mettant à l'abri des ambitions locales comme des soubresauts du monde. D'où l'absence de chef, ou juste un, de passage pendant un an, pour la galerie. Vivons en paix, avec un bon compte en banque et des pantoufles confortables – quand le Crédit Suisse ne fait pas faillite... La politique, la vraie, celle qui divise et oppose ? Cette folie se termine toujours mal !

« À coup sûr les princes deviennent grands quand ils surmontent les difficultés et les embûches qu'on dresse sous leurs pas. Voilà pourquoi la fortune, pour grandir spécialement un prince nouveau, lui suscite des ennemis, inspire des conjurateurs, afin qu'il ait l'occasion d'en venir à bout. » Machiavel vend ici la mèche du politique, celle du chef en premier lieu : la conquête et l'exercice du pouvoir sont des combats incessants, dont les issues sont remises en cause par nature, et c'est en surmontant à chaque fois ces adversités que les « princes », par leur force ou leur ruse, renforcent leur légitimité. Autant dire que *la politique*, cette basse besogne d'arrière-cuisine, est au cœur *du politique*, cette noble organisation de la vie collective : la docte distinction que l'on fait entre les deux, en forme de conte pour enfants (ou de rêverie pour technocrates), cache cette « vérité effective des choses », que mener une « grande politique » est inséparable d'une lutte permanente pour le pouvoir.

Le modèle suisse a pourtant plus inspiré qu'on ne pourrait le croire, à son insu. Inspiration peu visible, car inconsciente en Europe, après sa longue et tragique guerre civile qui s'étale de 1914 à 1945, mais inspiration bien réelle. Ainsi l'Allemagne a-t-elle reproduit quelque chose de l'idée suisse du (non-) chef. L'Allemagne de

l'après-guerre on veut dire, et plus encore celle de l'après-réunification de 1990. Ce pays a éprouvé, il est vrai, plus que d'autres, les délires monstrueux du maître absolu. Cette Allemagne traumatisée et culpabilisée s'en est remise au commerce extérieur et à l'industrie, avec grand succès d'ailleurs, ainsi qu'à la stabilité politique et à l'effacement diplomatique, en divisant le pouvoir national avec ses Länder, en imposant à son chancelier des coalitions et des négociations exigeantes, en privilégiant souvent le consensus, et en s'abstenant de toute intervention militaire. Après 1945, une cure de désintoxication du charisme y était sans aucun doute nécessaire.

La guerre en Ukraine déclenchée à ses portes par la Russie est venue déranger ce bel équilibre politique et mercantile. Le modèle allemand est depuis remis en cause, et le bilan d'Angela Merkel avec. Icône européenne, figure non charismatique et se revendiquant telle, celle qui fut chancelière seize années durant était aimée des citoyens allemands qui la surnommaient « Mutter » (mère). Et son successeur Olaf Scholz, auparavant son vice-chancelier, s'est voulu son héritier dans la sobriété, avant d'être confronté au retour de l'histoire et aux décisions tranchantes qu'elle impose, dans les domaines de l'énergie et du budget militaire. L'Allemagne, ce pays qui n'aime plus les chefs et qui, pour cette raison notamment, a tant contribué à la construction non-politique de l'Union européenne.

Car l'Allemagne a dominé l'Europe pendant la même période, par une stratégie d'influence plus que de puissance, en donnant à l'Union sa culture juridique et économique et en lui envoyant, des rouages au sommet,

nombre de responsables, comme l'actuelle présidente de la Commission. Rigueur budgétaire (jusqu'à l'absurde), ouverture commerciale (jusqu'à la naïveté), précarisation du travail (jusqu'à la pauvreté) et faiblesse diplomatique et militaire sous parapluie américain (jusqu'à l'impuissance), sans oublier la dépendance au gaz russe... Il y a comme un devenir suisse dans le destin de l'Union européenne sous influence allemande : une communauté politique sans chef ni souveraineté véritables, qui a cru que le « doux commerce » et le droit, la « concurrence libre et non faussée » avec une monnaie unique, de « grandes régions » dans un État fédéral faible, permettraient de construire une union politique démocratique – au final si peu politique et pas toujours démocratique... L'Europe a tant souffert des chefs et de la passion idéologique dans le premier vingtième siècle que la réaction d'après-guerre fut de refroidir ce chaudron jugé mortifère, en le noyant dans l'eau plate de l'économie et du libre-échange, ou en l'endormant dans la grisaille des procédures, sous le regard pointilleux des juges. Faut-il s'étonner que les plus vieux États-nations, les plus politiques aussi, la France et la Grande-Bretagne, ait tant de mal à s'y adapter pour la première, et ait fini par la quitter pour la seconde ? Il y a un lien, souterrain mais solide, entre la volonté d'existence politique et l'importance du chef.

Neutraliser les conflits intérieurs par le consensus et s'effacer de la scène mondiale ou simplement régionale, ce syndrome suisse puis européen réduit certes la nécessité du leadership. Mais au prix d'une « sortie de l'histoire », ou plutôt, en la subissant. C'est ce qui nous arrive, de la pandémie à la guerre en Ukraine, avec la

découverte un peu tardive de nos dépendances multiples. Se contenter de chefs sans prétention autre que celle d'être de bons gestionnaires n'a pas que des avantages, sous la fausse accalmie des passions idéologiques – lesquelles se réveillent bientôt avec les « populismes » et leurs démagogues, nouveaux hommes ou femmes « forts » de l'époque.

« De nos jours, on ne commande plus : on dirige, on manage, on ménage, on “coache” », écrivait encore Robert Damien. On perd dans le même temps toute vitalité politique et civique, et la lucidité avec, pour sombrer dans une médiocrité qui se révèle vite inconfortable. Nous y sommes. « Votre système est en péril parce que vous ne réussissez plus à exercer le pouvoir », lance comme un avertissement « le mage du Kremlin », ce personnage fascinant du roman éponyme de Giuliano da Empoli.

Qui l'exerce alors pour de bon, le pouvoir ? À l'autre bout du spectre, du minimum suisse au chef maximum, du gestionnaire « compétent » au chef militaire, de l'apprenti-manager à l'apprenti-dictateur, on trouve sur notre continent la Russie. L'éternelle Russie, meilleure productrice mondiale de despotes depuis des siècles ! Des tsars à Poutine, en passant par Staline et ses successeurs gérontocrates, on y opprime avec constance et on y tue en masse à intervalles réguliers. La « verticale du pouvoir » y est aujourd'hui théorisée au bénéfice d'un ancien espion du KGB. « Le pouvoir retournant à son origine primaire : le pur exercice de la force. Une statue de marbre qui d'une main protège, de l'autre menace », dit encore le mage du Kremlin... Nous sommes plus familiers des statues en toc.

Notre Europe obsédée par le retour du fascisme, qui s'est construite contre le totalitarisme et la guerre depuis 1945, croit le voir renaître, post- ou néo-, dans les victoires d'une droite populiste et identitaire, en Italie ou en Suède – en attendant la France ? Nous avons peut-être raté sa réplique du côté de l'Oural. Car c'est la « militarisation de la société » (E. Gentile) qui caractérise le fascisme historique, lequel tue ses opposants internes avant de s'attaquer à ses voisins, au nom du nationalisme exacerbé d'un pays « humilié ». Où est-elle plus présente aujourd'hui, cette militarisation, sinon à Moscou depuis une quinzaine d'années, dans le durcissement du régime poutinien ? Il manque certes à Poutine l'idéologie totalitaire d'un « homme nouveau » pour mériter l'épithète fasciste, d'autant que la société russe semble rétive à la mobilisation générale. Mais l'impérialisme, lui, est bien au rendez-vous. Nous étions persuadés que Poutine était un « souverainiste conservateur » qui voulait simplement faire respecter à nouveau sa nation négligée depuis la fin de l'Empire soviétique. À rebours de ce qu'anticipaient bien des spécialistes européens, Poutine s'est lancé avec rage dans cette guerre, comme poussé par une nécessité vitale, dont la rationalité échappe encore à beaucoup. « L'Empire du tsar naissait de la guerre et il était logique qu'à la fin il retournât à la guerre. C'était cela la base inébranlable de notre pouvoir, son vice originel », rappelle le mage du Kremlin. Poutine avait besoin de la guerre et peu importe si la Russie s'en remettra dans la douleur, pendant que l'Ukraine, avec un faux président-comédien sorti d'une série TV, mais

devenu vrai chef de la résistance, aura trouvé un authentique sentiment national dans l'adversité.

Le chef et la guerre, cette vieille histoire qu'on croyait révolue ! Une histoire originelle pourtant, archaïque au sens précis du terme, c'est-à-dire qui resurgit du tréfonds de l'inconscient politique – parce que le vrai chef, au fond, c'est toujours le chef de guerre. Le tyran antique conquérait la cité au nom du peuple révolté contre l'oligarchie, avant de sombrer dans le bon plaisir et l'arbitraire, la cruauté et la peur. Ne parlons pas des empereurs romains avec leurs légions ! Et le roi très chrétien se devait d'être un grand capitaine, comme notre Louis XIV, roi soleil qui ne se contenta pas de faire Versailles et d'entretenir les Arts et les Lettres. L'État-nation européen qui se construit au XVI^e et XVII^e siècles est un État qui centralise peu à peu l'autorité et tente de monopoliser l'impôt pour mener des guerres. Nos très français hommes providentiels, de Napoléon à de Gaulle, sont des militaires. La disparition de ces officiers supérieurs devenus « sauveurs » est d'ailleurs concomitante de la sécularisation du pays et du triomphe de l'économisme.

Mais nos présidents les plus contemporains ont voulu les uns après les autres, avec des succès très contestables, endosser le costume du chef de guerre : Sarkozy en Libye en 2011, Hollande au Mali puis en Syrie en 2013-2014, Macron au début d'une campagne présidentielle écrasée par l'invasion russe en Ukraine. Popularité assurée du président, du moins au début : c'est « l'effet drapeau » disent les politistes, qui voient l'opinion, dès que sonne un semblant de clairon, se grouper autour

du chef, même quand il est mal-aimé (et les nôtres le sont toujours avec ardeur). Comme s'ils avaient tant besoin, nos leaders en manque d'autorité, de l'ancestral souffle guerrier, pour advenir pleinement chefs et paraître enfin meneurs de la nation, pas seulement comme des managers transitoires de l'entreprise France. Au point que c'est aussi le mot « guerre » qui leur vient à l'esprit, quand nous subissons des attentats de masse comme en 2015, ou une pandémie comme en 2020. Extension du vocabulaire guerrier, à mesure que la guerre se raréfie : la guerre était la « continuation de la politique par d'autres moyens » selon Clausewitz ; la politique se voudrait désormais guerrière quand les moyens du pouvoir viennent à manquer.

Il faudrait souligner, plus que ne le font les politistes, ces spasmes de fierté nationale en France, pays il est vrai au long passé militaire, quand au Mali, en Syrie ou en Libye, le chef lance nos armées pour terrasser ici le terrorisme, là un dictateur... On l'a déjà oublié mais cette fierté fut forte en 2011 comme en 2013. Celle du chef s'indexe sur sa fermeté retrouvée pour se transmettre au pays. Son autorité grandit, avec sa cote de popularité. Peu importe si nous partons du Mali dix ans plus tard, et sans gloire, ou si le renversement de Kadhafi a provoqué un chaos pire encore en Libye, avec quelques conséquences migratoires. Sous les applaudissements des commentateurs, habituellement si critiques, qui adoucent tout d'un coup le président mal-aimé d'un « le voilà enfin homme d'État ! », il y aura ce moment de fierté, où la grande nation est de retour, alors qu'elle se sent si souvent abaissée, amoindrie – hors coupes du monde de football...

Qu'un pays et ses chefs n'aient plus que des interventions militaires au bilan très ambivalent, des discours de fermeté d'après attentats meurtriers et des coupes de monde de foot réussies pour retrouver une fierté et renouer avec la popularité, c'est un peu court. Mais surtout significatif : les courbes de popularité présidentielle le montrent avec constance depuis Mitterrand et la première guerre du Golfe en 1991. Tout est bon pour l'estime de soi collective, celle de se sentir subitement un peuple qui vit en commun, bien plus qu'une collection d'individus munis d'un papier d'identité et d'une carte Vitale. Un peuple capable de gagner ou de résister, un pays qui se tient dans la peine ou se retrouve dans la liesse. L'individualisme et l'économisme contemporains n'ont en rien supprimé ce besoin du collectif, cette fonction vitale de la force du groupe que l'on redécouvre avec stupéfaction quand une équipe de foot arrive en finale devant près de 30 millions de téléspectateurs au moment des tirs au but (contre 15,6 seulement pour le débat de deuxième tour de l'élection présidentielle de 2022).

Mais il faut une incarnation à cette force. Mbappé plutôt que Macron ? C'est le second qui est venu chercher la lumière auprès du premier, après la finale perdue. La fierté d'un pays est en relation avec l'autorité du chef et sa légitimité. Il n'a échappé à personne que l'une comme l'autre étaient branlantes. Un chef faible ou arrogant, c'est comme être amputé de notre image collective, qui a besoin d'une figure charnelle pour prendre conscience d'elle-même. Les rites mémoriels des grands hommes n'y suffisent plus : ils permettent seulement un « c'était mieux avant », sans machine à remonter le temps. Quand on ne

trouve plus cette fierté collective dans la politique établie, quand on n'arrive plus à s'y projeter ou à se reconnaître dans le chef, on va la chercher ailleurs. Dans le sport, ou bien en dehors du système.

Ces besoins récurrents d'autorité, quand ils ne dégènerent pas en pulsions autoritaires et nationalistes, sont l'expression d'une collectivité nationale vivante. Le besoin d'« augmentation » de l'être collectif, la nation, a ses pathologies évidentes, mais il est consubstantiel à une communauté politique : on pourrait même dire qu'il la définit en tissant un lien historique et supra-individuel entre ses membres. Et avec des chefs successifs. Le chef, ce conducteur électrique de fierté et d'énergie collectives.

« Comme l'étymologie l'indique, écrivait Robert Damien, la finalité de l'autorité est l'augmentation de l'être à qui elle s'applique. Elle se définit par le service de l'autre qui accepte de reconnaître dans cette médiation, les moyens de sa propre élévation. » On a besoin de maîtres pour se passer de maîtres. Il y a très loin de cette autorité vitale, (à un individu comme à une nation), à l'autoritarisme qui en est plus qu'un dévoiement, une dénaturation profonde. Il s'agit d'être gouvernés, nullement tyrannisés, et La Boétie fait cette distinction décisive, qu'on tend à oublier, dès les premières pages de son *Discours sur la servitude volontaire*. « Le chef qualifie son charisme par la croissance des possibilités de celui qu'il dirige en le révélant à lui-même », poursuivait Damien. Ambition dont on mesure les difficultés actuelles, dès lors que nos chefs paraissent avoir oublié de quoi vit ou dépérit une nation.

GULLIVER ENCHAÎNÉ

Mais le peuvent-ils encore quand les institutions qui lui donnaient une tête sont verrouillées, quand l'âge global et numérique multiplie les menaces et change la hiérarchie des autorités ?

Tel est l'objet de notre enquête, sinon de notre quête.